

# Nicolas Hulot : «J'irai à Fessenheim, à Bure,

Dans un entretien au « Figaro », le ministre de la Transition écologique et solidaire pose le cadre du débat sur

**ÉNERGIE** Nicolas Hulot n'a pas encore épuisé les joies de la complexité de sa position dans le gouvernement d'Édouard Philippe. Les dossiers, explosifs, du glyphosate, du traité de libre-échange avec le Canada (le Ceta) ou encore de Notre-Dame-Landes n'auront peut-être été que les hors-d'œuvre précédant le plat de résistance de l'année 2018 : la programmation pluriannuelle de

l'énergie (PPE). Ce texte, que le gouvernement souhaitait rédiger par une coconstruction animée par un débat public national qui s'ouvre, doit donner au secteur énergétique une feuille de route. C'est le mode d'emploi de la loi de transition énergétique de 2015 que le précédent exécutif avait préféré éviter d'écrire. Il s'agit de quantifier la montée en puissance des énergies renouvela-

bles dans le pays, les modalités de leur développement et de leur financement. Il s'agit aussi de séquencer leur décroissance de la part du nucléaire. Le 7 novembre, le ministre de la Transition écologique et solidaire avait officialisé le renouveau du gouvernement à l'objectif « *intenable* » fixé dans la loi de ramener de 75 % à 50 % la part du nucléaire dans le mix électrique français en 2025. Ses

anciens amis lui en ont voulu, beaucoup. Lui semble déterminé à ne pas repousser l'échéance sine die. La PPE donnera la date, vraisemblablement quelque part dans les années 2030. Le ministre n'a en tout cas pas d'autre choix, désormais, que de s'investir pleinement dans ce dossier dont les points de fixation ont pour le moment été délégués à ses secrétaires d'Etat. C'est ainsi Sébastien Le-

cornu qui a été envoyé en démineur, en « *dérêcheur* » dicit Nicolas Hulot, à Fessenheim, à Bure, à Flamanville sur le site de construction du futur réacteur EPR. Le ministre de la Transition énergétique ne cache pas ses réticences de toujours à l'égard de l'atome civil. Mais il refuse de « *jeter l'opprobre* » sur la filière. Il est en tout cas convaincu de la solidité de sa position

## « Je veux arriver à 50 % de nucléaire le plus vite possible »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**BERTILLE BAYART ET MARC CHERKI**  
@BertilleBayart @mcherki

Le ministre de la Transition écologique dit au Figaro ses convictions au moment où s'ouvre le débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui doit être écrite avant la fin de l'année.

**LE FIGARO.** - Une consultation commence sur la politique énergétique. Qu'attendez-vous de ce débat public ?

**Nicolas HULOT.** - J'attends d'abord un débat qui ne soit pas confisqué par les experts, une consultation où on s'additionne, plutôt qu'on s'oppose. Révons un peu... J'espère qu'à l'issue les experts, les politiques et les citoyens partageront la même vision. Nous n'engageons pas seulement notre politique énergétique, mais aussi notre modèle social et notre modèle économique.

**Quel sera le modèle énergétique de demain ?**

Nous sommes à l'aube d'une révolution dont on ne connaît pas encore le point d'atterrissage. Nous passerons d'un modèle très centralisé, fondé sur les énergies fossiles et le nucléaire, à un modèle fait d'une grande diversité des sources d'énergies, plus proches des lieux de consommation et dont les citoyens pourront être à la fois les producteurs et les consommateurs. J'aimerais que cela nourrisse plus de désir que d'angoisses. Nous pouvons avoir l'ambition d'une souveraineté énergétique de la France, voire de l'Europe, ce qui veut dire que nous n'aurions plus besoin d'importer de l'énergie d'ailleurs. Et cela vaut aussi pour les pays en développement. C'est enthousiasmant. On s'est beaucoup fait la guerre pour le pétrole. Parfois, notre dépendance aux fossiles et à ceux qui les détiennent ne nous a pas laissés une entière liberté diplomatique. Nous pouvons rétablir les équilibres des forces.

dre sur un calendrier qui ne soit pas utopique mais exigeant. Je ne vais pas donner maintenant de date. On n'ouvre pas une consultation sur un scénario déjà ficelé. Je souhaite que chacun puisse critiquer, secouer, enrichir les scénarios sur la table. Moi-même, je regarde ceux de RTE (Réseau de transport d'électricité), mais aussi ceux de négaWatt par exemple. Certains sous-estiment probablement l'utilisation du biogaz, de l'hydrogène vert. J'ai dit d'emblée et personne ne m'y a forcé - que le scénario 2025 était intenable sauf à renoncer à d'autres engagements et à faire abstraction des conséquences notamment sociales. Je ne sais pas comment on fait pour fermer en si peu de temps 17 à 25 réacteurs, ni sur le plan énergétique, ni sur le plan financier, ni sur le plan social. Dire que la date de 2025 n'était pas réaliste, c'était purger une faiblesse héritée du passé, pour que l'objectif reste crédible. Quand nous serons à 50 % de nucléaire, et je veux y arriver le plus vite possible, ce sera un point de rencontre entre pro et anti-nucléaires. Ce sera le moment pour chacun de faire la démonstration qu'on peut aller plus loin ou au contraire qu'il faut en rester là.

**Mais vous, vous espérez aller plus loin ? Votre mix énergétique idéal personnel est-il sans nucléaire ?**

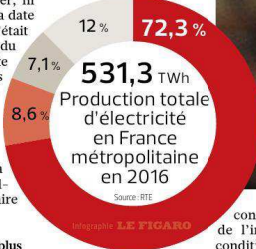
Je ne rêve pas les yeux fermés. Mais oui, à titre personnel, je pense que l'humanité pourra un jour répondre à ses besoins exclusivement avec les énergies renouvelables. J'ai foi dans leurs capacités, associées aux technologies de réseaux intelligents et de stockage. Mais la foi ne vaut pas démonstration. Et je n'impose pas mon rêve.

**Cela suppose des progrès considérables des renouvelables...**

Les progrès sont déjà là. Dans l'histoire de nos sociétés, la

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ PAR TYPE D'ÉNERGIE, en %

- Nucléaire
- Combustibles fossiles dont :
  - Gaz : 6,6 %
  - Charbon : 1,4 %
  - Pétrole : 0,6 %
- Renouvelables dont :
  - Éolien : 3,9 %
  - Solaire : 1,6 %
  - Bioénergies : 1,6 %
- Hydraulique



contrainte n'est pas l'ennemi de l'innovation. Elle en est la condition. La contrainte énergétique, on l'a actée il y a très peu de temps, à la conférence de Paris. Aujourd'hui, à part quelques esprits rétifs, tout le monde est d'accord sur l'impératif de sortir des énergies fossiles. Les mentalités changent, même sur le nucléaire. L'engouement pour l'atome s'est... modéré. Y compris sur le plan économique. Il suffit de comparer la rentabilité attendue d'un projet comme Hinkley Point, dont le coût de rachat ressort à 105 euros le MWh, à celle des champs d'éolien offshore les plus récents (de 60 à 65 euros). Le débat se décripe.

**Sur quelles énergies renouvelables comptez-vous le plus, et comment accélérer leur développement ?**

Principalement le solaire, l'éolien et la méthanisation. Nous travaillons à simplifier les procédures, à raccourcir les délais. Pour le photovoltaïque, nous cherchons à identifier les surfaces disponibles, de toits, de bâtiment agricoles - car les agriculteurs ont un rôle déterminant à jouer dans la transition - ou encore de friches. Nous discutons aussi avec l'armée, qui interdit certains terrains aux coléennes mais pourrait les ouvrir au solaire. Sur le plan des procédures, nous devons limiter les recours, distinguer ceux qui sont chroniques, et qui sont le fait de ceux qui sont

contre tout, des recours fondés, déposés par ceux qui sont directement concernés.

**Faut-il poursuivre les projets d'éolien offshore attribués en 2011 et qui paraissent dépassés ?**

J'hérite d'une équation complexe. Disons-le, ces projets n'ont pas été bien « zonés », les résistances ont été peu prises en compte. Nous retournons le problème dans tous les sens, mais nous avons peu de marge de manœuvre pour faire évoluer les projets initiaux, très éloignés des niveaux de compétitivité actuels sans les remettre en cause. Ces projets sont clés pour permettre le développement d'une filière industrielle en Fran-

**La priorité, c'est donc la fin des énergies fossiles ?**

On cumule les urgences ! La première, pour cause climatique, c'est la fin des énergies fossiles auxquelles nous sommes inféodés depuis des décennies. La France a pris l'engagement d'une neutralité carbone dans notre plan climat. Conjointement, deux objectifs fixés par la loi de transition énergétique (LTE) de 2015 sont nécessaires. Il s'agit du développement des renouvelables, d'une part, et de la réduction de la consommation d'énergie, d'autre part. Ce dernier point - avec une trajectoire de moins 20 % à horizon 2030 et moins 50 % à horizon 2050 - fait consensus parce que c'est à la fois un facteur de compétitivité et un gain de pouvoir d'achat pour les citoyens. Il y a plus que du grain à moudre sur ce terrain. Et enfin il y a la baisse du nucléaire. Tout se tient. On ne peut se loucher sur aucun des quatre piliers de la transition.

**La PPE fixera le calendrier de la décroissance du nucléaire. À quelle date sa part sera-t-elle ramenée à 50 % dans le mix électrique ?**

On va débattre du tempo, s'enten-



## « Je ne me dédouane pas, je ne me défausse

**Vous disiez que le débat se décripe. À Fessenheim aussi ?**

J'ai toujours dit que fermer Fessenheim ne fait ni une politique ni une stratégie. Maintenant cette décision a été prise, et nous nous y tenons car il faut bien amorcer le mouvement. Renoncer à cette fermeture, ce serait compromettre l'objectif. Mais il faut le faire dans le respect de ceux qui sont concernés. Nous voulons une transition exemplaire à Fessenheim. Songez qu'aucun représentant de l'Etat n'était allé à Fessenheim lorsque la décision a été annoncée, il y a quelques années ! Ce n'est pas notre méthode.

**Mais vous n'y êtes pas allés personnellement, ni à Bure d'ailleurs. Irez-vous ?**

Oui, j'irai. J'irai à Fessenheim, à Bure, ailleurs. Je n'ai pas de raison de principe de ne pas le faire, plutôt une grande quantité de dossiers à traiter et deux secrétaires d'Etat, Brune Poirson et Sébastien Lecornu, exceptionnels ! Ce dernier est allé à Fessenheim. Il est un formidable défricheur de dossiers et j'en ai besoin ! Cela ne veut pas dire que

je me dédouane, ni que je me défausse sur lui.

**L'enfouissement des déchets à Bure est-il la bonne solution et fallait-il y interdire les manifestations ?**

Pour le moment, Bure est un laboratoire, pas encore un centre de stockage. Je fais toute confiance aux agences en charge pour livrer leurs avis. Mais il faut que chacun comprenne que l'autorisation du projet n'est pas acquise, le dossier ne sera déposé qu'en 2019. Je serais preneur d'une alternative mais pour le moment, nous n'en avons pas. Nous prendrons la moins mauvaise solution, la plus sûre, s'agissant des déchets. Et c'est bien ce qui me gêne avec le nucléaire, qui est aussi une technologie fascinante. C'est que nous n'avons le choix qu'entre de mauvaises solutions. C'est un sujet de civilisation. Certes, une société doit prendre des risques. Mais il faut pouvoir en contenir les risques dans le temps et dans l'espace. Le temps présent doit assumer ses problèmes et ne pas les déléguer aux générations futures. Quant aux manifestations, il s'agit d'une question d'ordre

public, et du respect de la loi. Je souhaite pour ma part que le débat, sur un sujet aussi grave, puisse avoir lieu dans un cadre apaisé, sans tabou.

**Décidez-vous d'autres fermetures de réacteurs pendant ce quinquennat ?**

Je souhaite qu'il y ait dans ce quinquennat une programmation des prochaines fermetures, la PPE nous dira précisément quand et comment, ne présumons pas le débat. Fessenheim doit être le début de quelque chose, d'un mouvement irréversible.

**La PPE prévoit-elle la construction de nouveaux réacteurs en France ?**

Ce n'est pas l'urgence. Attendons aussi de voir ce qui se passe pour l'EPR de Flamanville. Sans avoir de préjugés, je note que la démonstration probante des promesses données n'est pas faite.

**EDF joue-t-elle le jeu, ou s'agit-il du lobby nucléaire ?**

EDF joue le jeu aujourd'hui. J'en



## ailleurs &gt;&gt;

l'énergie en France.

et revendique le soutien du premier ministre et du président de la République sur les grands enjeux : l'objectif de 50 %, le fait qu'il n'y ait pas urgence à relancer un programme de construction d'EPR, la priorité à l'efficacité énergétique et au développement des renouvelables, le développement des filières industrielles en France et en Europe, notamment dans le domaine des batteries. ■ B. B.



Nicolas Hulot, dans son bureau, mercredi à Paris. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

ce, et donc des emplois. Et cette ambition industrielle est aussi une de mes priorités. Je ne veux pas que la France rate le train des énergies renouvelables. Nous avons tous les atouts, y compris des entreprises championnes, des start-up aux grands groupes.

Les Français doivent-ils se préparer à payer leur énergie plus cher ? Je ne pense pas. Ce n'est pas une fatalité. Les énergies fossiles vont coûter plus cher pour encourager leur décroissance. Mais les consommateurs bénéficieront de la baisse de la consommation et de la compétitivité accrue des renouvelables, auxquelles nous voulons donner l'avantage. ■

pas &gt;&gt;

veux pour preuve le plan solaire qu'ils ont présenté en fin d'année, ou le fait qu'EDF fait la promotion de l'autoconsommation. Il y a huit mois encore, ce n'était pas envisageable. L'entreprise est prête à faire cette révolution culturelle. Elle sait que le renouvelable est important pour son avenir. J'ai demandé à son PDG, Jean-Bernard Lévy, de produire son propre scénario dans le cadre de la PPE, afin que le premier acteur du secteur ne soit pas absent de la démarche. Je ne le prendrai pas pour argent comptant, mais je l'étudierai. Je serai en tout cas attentif à ne pas brutaliser EDF. C'est une grande maison, mais une maison fragile, à laquelle l'État a donné de multiples injonctions.

Faut-il revoir l'architecture d'EDF, avec d'un côté le nucléaire, de l'autre les renouvelables ? Ce n'est pas une priorité mais un questionnement légitime que l'entreprise doit avoir, pour prendre acte de sa diversification. EDF doit aller dans le sens de l'histoire, mais il n'est pas question de lui faire brûler les étapes. ■ B. B. ET M. C.

Dire que la date de 2025 n'était pas réaliste, c'était purger une faiblesse héritée du passé,

## ÉCONOMIE

## La BCE relève la croissance 2018 à 2,4 % malgré les risques de protectionnisme

L'activité demeure soutenue dans la zone euro mais l'inflation reste inférieure à l'objectif. La BCE hésite à normaliser sa politique monétaire.

JEAN-PIERRE ROBIN | jprobin@lefigaro.fr

**EURO** Même si son nom n'a pas été cité, Donald Trump a été le héros de la conférence de presse de Mario Draghi, qui a suivi jeudi la réunion à Francfort des gouverneurs de la Banque centrale européenne. « Si vous imposez des droits de douane à ceux qui sont vos alliés, l'on peut se demander qui sont vos ennemis », a commenté le président de la BCE à propos des éventuelles taxations des importations américaines d'acier et d'aluminium. Autrement dit, avec des amis comme Donald Trump, l'Europe n'a pas besoin d'avoir d'ennemis.

Le commerce international ne relève certes pas des attributions des banques centrales, mais elles sont en droit de s'inquiéter des menaces de protectionnisme de nature à assombrir les perspectives économiques. « Les conséquences (des droits de douane) sur la confiance sont très difficiles à évaluer. Mais si l'effet sur la confiance est négatif, cela sera très négatif à la fois sur l'inflation et les perspectives de croissance », reconnaît Mario Draghi.

Pour le moment, la zone euro bénéficie d'une « dynamique de croissance forte et généralisée de l'économie », note-t-il. C'est la raison pour laquelle les économistes de la BCE, qui chaque trimestre formulent de nouveaux chiffres, ont revu à la hausse d'un dixième de point leur prévision de croissance pour la zone euro. Elle atteindrait 2,4 % en 2018. Les chiffres pour les années suivantes n'ont en revanche pas été modifiés, 1,9 % en 2019 et 1,7 % en 2020.

## Une allusion aux frasques du dollar

Les prévisions d'inflation, extrêmement importantes dans la mesure où la stabilité des prix définit comme une « hausse proche et en dessous de 2 % » est le mandat de la BCE, restent encore très en deça de cet objectif. Selon Francfort, les prix à la consommation augmenteraient de 1,4 % cette année, à nouveau de 1,4 % en 2019 (au lieu de 1,5 % envisagé antérieurement), puis 1,7 % en 2020.

Dans ce contexte d'inflation modérée, « le conseil des gouverneurs continuera de surveiller les développements du taux de change et des conditions financières au regard de

leurs possibles implications pour les perspectives d'inflation », avertit Mario Draghi. Une allusion à peine voilée aux frasques du dollar, à Donald Trump et plus encore à son secrétaire au Trésor, qui s'était déclaré en faveur d'« un dollar faible » au Forum de Davos en janvier dernier. La BCE était également attendue sur ses achats de titres. On sait qu'ils se poursuivront au rythme mensuel de 30 milliards d'euros jusqu'en septembre 2018, l'horizon plus lointain restant une totale inconnue.

Les « ECB watchers » ont donc constaté la disparition d'un bout de phrase dans le communiqué habituel qui disait qu'« elle pourrait augmenter le volume si nécessaire ». « Ce changement ouvre la porte à la BCE pour faire allusion à une fin de programme d'achat d'actifs en septembre à la réunion de juin (ce que nous anticipons) », estime Charles St-Arnaud, stratège en investissement chez Lombard Osier IM.

L'extrême prudence du sphinx de Francfort, plus que jamais partisan de la politique des petits pas, a été bien accueillie par les marchés. Le CAC 40 a gagné 1,28 % jeudi à Paris. ■



Mario Draghi, président de la BCE, mercredi à Francfort. RALPH ORLOWSKI/REUTERS

➤ Lire aussi PAGES 2, 3 ET 14

## Bruxelles veut doper la finance verte

La Commission européenne a lancé, jeudi, un plan d'action.

ANNE CHEYVIALLE  
@AnneCheyvalle

**CLIMAT** L'Europe veut prendre le leadership dans la lutte contre le réchauffement climatique. La Commission a lancé, jeudi, un plan d'action pour doper la finance « verte ». L'enjeu est de transférer les milliers de milliards d'euros qui irriguent les circuits financiers vers une économie moins nocive pour la planète : moins d'énergie fossile, plus de renouvelables, des transports propres et des villes durables... Les besoins annuels d'investissement sont estimés à 180 milliards si l'Union européenne veut tenir ses engagements pour 2030 dans le cadre de l'accord de Paris.

Le plan d'action de la Commission s'appuie sur un rapport d'experts - universitaires, acteurs de la finance, de la société civile, des institutions européennes... - qui lui a été remis fin janvier. « Il faut souligner la grande réactivité de la Commission », se félicite Philippe Zaouati, l'un de ces experts, PDG de Mirova, filiale de Natixis Asset Management spécialisée dans l'investissement responsable. « Avoir un plan d'action aussi complet en un mois, c'est du jamais-vu ! Le plan couvre un spectre très large ».



TWITTER

Avoir un plan d'action aussi complet en un mois, c'est du jamais-vu ! Le plan couvre un spectre très large ».

PHILIPPE ZAOUATI, PDG DE MIROVA, FILIALE DE NATIXIS ASSET MANAGEMENT

tre très large ». Même son de cloche pour Pascal Canfin, directeur général du WWF et également membre de ce groupe d'experts : « La Commission garde l'idée d'un plan systémique qui change le cœur du réacteur. »

L'idée est de faire progresser la transparence et la réglementation sur ce secteur de la finance verte. Les actions portent notamment sur les normes comptables, les gestionnaires d'actifs, les agences de notation pour mieux intégrer le risque climatique.

## Rôle clé de la France

Dans les mesures concrètes, Philippe Zaouati cite la mise en place d'un système de classification unifié des actifs « verts » afin de cibler ceux pouvant avoir la plus forte incidence sur le développement durable. Il s'agit aussi d'établir une norme européenne des « green bonds ». Ces obligations émises par des collectivités, institutionnels ou entreprises privées pour financer une économie plus verte, ont le vent en poupe depuis quelques années. Elles ont atteint l'an dernier 130 milliards de dollars dans le monde. Autre initiative, la création de labels européens pour les produits financiers verts. « Il faut s'appuyer sur les citoyens, et pour cela améliorer la distribu-

tion des produits financiers », insiste le PDG de Mirova. Une action, note le communiqué de la Commission, vise à clarifier la responsabilité des gestionnaires d'actifs et des investisseurs institutionnels sur la prise en compte du risque climatique. « Un bémol, nuance toutefois Pascal Canfin, le plan reste flou sur la question de transparence. »

Surtout, insiste-t-il, il faut voir le plan d'action final une fois passé au crible des États membres. Poussé par le calendrier électoral européen, Bruxelles veut aller vite. La Commission fera une proposition législative en mai, qui devra ensuite être validée par les 28 États membres et le Parlement. « On attend un engagement ferme de Paris », insiste le directeur du WWF. Car la France, pionnière sur les obligations vertes, fait figure de locomotive européenne. À l'instar aussi de l'article 173 dans la loi sur la transition énergétique qui impose le reporting climat aux investisseurs institutionnels. Emmanuel Macron ouvrira, le 22 mars à Bruxelles, une grande conférence organisée par la Commission, en présence du président Jean-Claude Juncker et de Michael Bloomberg, l'envoyé spécial de l'ONU sur le climat. Faut-il voir là un signal positif... ■

58 réacteurs nucléaires en France

5 centrales à charbon en France

2763 MW de nouvelles installations d'énergie renouvelable en 2017

Montpellier Business School since 1897

Executive Education

VOTRE ENTREPRISE VOS ENJEUX VOS COLLABORATEURS SONT UNIQUES

montpellier-bs.com

**CHOISISSEZ**

L'EXECUTIVE EDUCATION

*SUR-MESURE*

**MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL**

+33 (0) 4 67 10 27 62